

Pau, le 03 janvier 2024

ARRÊTÉ N°AT-2024-0001

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu les articles L. 2212-1, 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.3335-4 et L.3353-3. ;

Vu le décret n° 2001-1070 du 12 novembre 2001 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture des débits de boissons dans les installations sportives ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente de boissons alcooliques et celle de tabac manufacturé dans le département des Pyrénées Atlantiques et relatif notamment aux zones protégées ;

Vu la demande en date du 04 décembre 2023 par laquelle l'association "Ovale Citoyen", domiciliée 47 rue des Menuts à Bordeaux, représentée par Monsieur IACII Christian sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie à l'occasion du match de la Section Paloise contre le Stade Rochelais ;

Vu l'attestation d'affiliation délivrée par la fédération française de Rugby ;

Considérant qu'il convient de délivrer un arrêté pour autoriser l'ouverture du débit de boissons ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – L'association "Ovale Citoyen" est autorisée à ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie, au stade du Hameau à l'occasion du match de la Section Paloise contre le Stade Rochelais.

Ce débit de boissons est tenu sous la responsabilité de Monsieur IACII Christian :

- **Le Samedi 06 Janvier 2024 de 13h00 à 19h15.**

La distribution d'alcool, à titre gratuit ou onéreux, doit cesser à 18h45.

Il est interdit de distribuer de l'alcool, à titre gratuit ou onéreux, aux mineurs de moins de 18 ans. (Article L. 3342-1 du CSP)

Le non-respect de cette interdiction est pénalement sanctionné. (Article L. 3353-3 du CSP).

ARTICLE 2 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.



Nathalie MASSOU FONTENEL
Pour le Maire et par délégation
La Directrice Prévention et Sécurité Publique